

du passé pour les écoles françaises: elles continuent. En Colombie-Britannique, aucun enseignement public en français; en Alberta, des progrès plutôt "théoriques", car les écoles bilingues "autorisées" y rendent toujours difficile la transmission efficace de la langue et de la culture françaises. En Saskatchewan, les écoles y sont "désignées", i.e. l'Etat détermine en fait les règles du jeu. Au Manitoba, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, l'Etat a voté des lois, mais conditionnelles, sans statut d'égalité pour la minorité française. Au Québec: l'enseignement en anglais garde son statut officiel. Par ailleurs, on sait quel est le choix des immigrants: enseignement en anglais (86.3%), en français (13.7%).

Quant aux médias (journaux, radio, TV), les francophones hors Québec sont considérés comme des citoyens de seconde classe. Dans le domaine juridique, on a reconnu les droits des minorités au Québec (anglophones) et au N.-B. (Acadiens) seulement. Les progrès sont très lents en Ontario et au Manitoba.

En général, les services de santé et les services sociaux offerts aux francophones hors Québec sont déficients. Inutile de dire que pour les anglophones du Québec, tous les cadres sont bien établis: profession médicale plus accessible aux anglophones du Québec qu'aux francophones hors Québec, pénurie de médecins de langue française en Ontario, etc.

**La situation doit donc changer! C'est là un défi d'envergure pour la société canadienne...**

### L'avenir de l'Université

*"Il ne suffit pas de s'adapter à la réalité, car il y a des failles dans la réalité..."*

Le public, les étudiants, les enseignants, les administrateurs, l'Etat lui-même s'interrogent sérieusement sur l'avenir de l'Université. A preuve, la décision du gouvernement du Québec, en juillet 1977, d'instituer une Commission d'Etude sur les Universités, la commission Angers; après la consultation du printemps dernier, les commissaires préparent pour la fin de cette année un rapport sur la situation des universités québécoises et sur l'avenir de l'institution elle-même.

**Le mandat de la commission lui assigne quatre champs d'étude: l'université et la société québécoise, l'organisation du système universitaire, la formation et le perfectionnement des maîtres, les indicateurs de l'avenir.**

Pour que le gouvernement se décide à commanditer une recherche de cette envergure, et pour que des institutions aussi jalouses de leur autonomie acceptent de coopérer, il fallait que le malaise ou le problème se soit imposé à l'opinion publique. Si on invite aujourd'hui l'université à venir rendre ses comptes, c'est d'abord que l'université coûte cher: on ne considère évidemment pas l'université comme un luxe superflu, mais il est normal que le contribuable exige un certain rendement et une certaine fonctionnalité pour un service aussi dispendieux.

Sur la place publique, les grèves prolongées qui ont paralysé l'Université du Québec à Montréal et l'Université Laval sont strictement incompréhensibles. D'autre part, à l'intérieur de l'enceinte universitaire, la lourdeur de l'appareil administratif, les tensions entre enseignants et administrateurs, la méfiance croissante entre les groupes constituant l'université semblent enrayer de façon chronique le fonctionnement de la machine. Surtout, la fonction même de l'université est loin de faire l'unanimité: école professionnelle pour les classes supérieures? sanctuaire de la recherche protégé des soubresauts de la vie sociale et politique? garderie pour ces grands enfants qu'on n'est pas pressé de voir entrer dans la "vraie vie"? foyer d'agitation politique et repaire d'idéologues irresponsables? Et toujours, comme chaque fois qu'il est ici question d'éducation, la remise en question de la qualité de l'enseignement dispensé.

Si on laisse aux universitaires eux-mêmes le soin de définir le débat, **on constate que deux conceptions de l'université s'affrontent chez nous.**

La première, plus classique et plus traditionnelle, est représentée par les universités établies depuis de plus nombreuses années (McGill, Laval, Montréal): on met l'accent sur le niveau élevé de l'enseignement, sur l'importance de la recherche et on tend à considérer comme secondaires la dimension pédagogique et l'insertion de l'institution dans le milieu social où elle se trouve.

Les universités nouvelles, celles du réseau de l'Université du Québec mais aussi la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal (10,000 étudiants inscrits) ont d'autres priorités. Elles sont plus sensibles à l'évolution qui se produit dans le recrutement de la clientèle étudiante: de plus en plus d'adultes veulent se perfectionner tandis que le nombre de diplômés des cégeps continuera de diminuer. L'accent sera mis sur l'approche pédagogique et sur les besoins du milieu.

Ces deux idées d'université doivent-elles s'exclure? Ou la tension qu'elles entretiennent ne doit-elle pas être constitutive de l'effort de recherche et d'enseignement qui est la raison d'être de l'institution? D'autre part, si l'Etat cherche à favoriser l'une et l'autre tendance, comment pourra-t-il mesurer le financement indispensable à la croissance de l'université, tout en sauvegardant l'autonomie qui en fait autre chose que des usines à cols blancs?

**N'oublions pas que l'université doit faire la critique épistémologique des savoirs qu'elle professe, retrouver les sources d'inspiration qui justifient son existence, s'appliquer à la recherche fondamentale, orienter sa pédagogie vers l'auto-formation, poursuivre une science compréhensive du développement.**

A quoi bon l'Université, si elle ne sait pas reconnaître l'humanisme nouveau?

A l'heure actuelle, 300 millions de catholiques vivent en Amérique latine (43% de la population catholique mondiale). En l'an 2000, un catholique sur deux sera Latino-américain.

Trop souvent nous croyons pouvoir identifier pays riche et nation traditionnellement chrétienne. En Amérique latine, l'Eglise est en train de redevenir peuple de Dieu.

Nulle part, aujourd'hui, l'exploitation de l'homme par l'homme n'est aussi criante, qu'il s'agisse de l'écart entre les classes sociales, de la dictature policière des régimes de "sécurité nationale" ou du contrôle exercé sur l'économie de tout le sous-continent par les sociétés multinationales... en notre nom. Dans ce contexte d'injustice, de péché, de nombreux chrétiens ont redécouvert leur foi: depuis une dizaine d'années, l'Evangile redevient la bonne nouvelle annoncée aux pauvres. Le mois prochain, l'Eglise d'Amérique latine "entre en concile".

Avec ses 600,000 habitants, Puebla est la quatrième ville du Mexique. La vieille cité coloniale, fondée dès 1532, aurait gardé son cachet et ses allures de Nouvelle-Tolède malgré l'établissement des usines Volkswagen (pièces de rechange) en 1968. Ses très nombreuses églises lui ont valu le titre de "Rome du Mexique"; on y trouve également un immense grand séminaire moderne, véritable forteresse de plus de 300 chambres, qui recevra — du 12 au 26 octobre — les délégués de la *troisième Conférence des évêques d'Amérique latine*: CELAM III.

### Un peu d'histoire

La première conférence, fruit des efforts de Dom Helder Camara, avait eu lieu à Rio de Janeiro, du 25 juillet au 4 août 1955: elle mit sur pied le Conseil Episcopal latino-américain (C.E.L.A.M.), "organe de contact, de collaboration et de service entre les conférences épiscopales de l'Amérique latine" (1), approuvé par Pie XII, le 2 novembre de la même année. C'était dix ans avant Vatican II et la consécration du principe de la collégialité...

La deuxième Conférence se déroula à Medellín (Colombie), du 24 août au 8 septembre 1968. Inaugurée par Paul VI, au terme du Congrès eucharistique international de Bogota, elle avait pour thème "l'Eglise et la transformation actuelle de l'Amérique latine à la lumière de Vatican II". Elle produisit deux petits volumes de "Documents": les propositions présentées par la pré-

1. Statuts du CELAM, I, 1.

## De Medellín à Puebla une espérance menacée

par Albert Beaudry

sidence et les directeurs du secrétariat du CELAM, et les conclusions adoptées par la Conférence.

Il y a de nombreuses études portant sur la situation de l'homme latino-américain. Toutes décrivent la misère qui marginalise tant de groupes humains.

Cette misère, en tant que fait collectif, est une injustice qui crie vers le ciel.

Ainsi commence le premier document de Medellín, consacré au problème de la Justice. Il donne le ton des

### PUEBLA Où? Quand? Comment?

Fin novembre 1976, le cardinal Sebastiano Baggio, préfet de la Sacrée Congrégation des Evêques et président de la Commission pontificale pour l'Amérique latine, proposait au Conseil épiscopal latino-américain (C.E.L.A.M.), réuni en session plénière à San Juan de Porto-Rico, de convoquer la IIIe Conférence générale des évêques d'Amérique latine à l'occasion du dixième anniversaire de Medellín.

Convoquée officiellement par Paul VI, le 12 décembre 1977, la Conférence de Puebla regroupera environ 250 évêques, délégués par les 23 conférences épiscopales nationales du continent.

Les conférences épiscopales de moins de cent membres ont élu un délégué pour cinq membres; celle du Brésil (269 membres, selon la *Guia Ecclesiastica Latinoamericana 1978*) a droit à un délégué pour cinq membres jusqu'à la première centaine et à un pour dix au-delà.

Participent d'office aux travaux de la Conférence les officiers du CELAM, 22 prêtres (séculiers et religieux) représentant les 50,000 membres du clergé latino-américain, 4 diacres permanents et 10 laïcs. Personne pour représenter les 90,000 religieuses du continent.

Sont également invités tous les membres de la Commission pontificale pour l'Amérique latine, les nonces du Saint-Siège en pays latino-américains, les présidents des organismes épiscopaux d'aide à l'Eglise d'A.L. (p. ex. l'organisme allemand ADVENIAT), le président et le secrétaire général des conférences

épiscopales américaine et canadienne, du Conseil des conférences épiscopales d'Europe, du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar et de la Federation of Asian Bishops' Conferences; enfin, quelques observateurs des autres Eglises et confessions chrétiennes actives en A.L.

Regroupées en quatre "régions" (le Cône sud, les pays boliviariens, les Antilles, Mexique et Amérique centrale), les conférences épiscopales ont recueilli les suggestions et recommandations de la base en vue de la conférence. Cette consultation s'est faite pendant l'année 1977.

A partir de ces suggestions, le CELAM publiait en janvier dernier un texte considérable (plus de deux cents pages, près de 1000 paragraphes), le *Document de consultation*, expédié aux diverses conférences épiscopales pour susciter commentaires et réactions. C'est ce texte qui a suscité une vague d'inquiétudes et d'appréhension à travers toute l'Amérique latine et même à l'extérieur: allait-on faire de Puebla l'anti-Médellin?

Début septembre paraissait le *Document de base*, qui devrait tenir compte des observations présentées par les conférences épiscopales à propos du *Document de consultation* et qui sera le document de travail des délégués à la Conférence.

Enfin, au terme de leur session de deux semaines, du 12 au 26 octobre prochain, les délégués devraient pouvoir publier un *Document final* qui rassemblera les conclusions de la IIIe Conférence des évêques d'A.L.

options fondamentales assumées par les évêques: en faveur des pauvres, en faveur de la libération intégrale, en faveur des communautés de base. Pour accueillir l'esprit du Concile et l'enseignement de l'encyclique *Populorum Progressio*, on est parti de la situation concrète des chrétiens et des peuples d'Amérique latine. Cette attention à la "base" devait entraîner un profond bouleversement, une "conversion" de la pratique pastorale comme de la réflexion théologique. La théologie de la libération (2), le mouvement des chrétiens pour le socialisme, les "mouvements de prêtres" (3), la prolifération des communautés de base — pas moins de 65,000 à l'heure actuelle (4) — ont renouvelé radicalement le visage d'une Eglise considérée jusque-là comme l'alliée des riches et des puissants (5).

Le retentissement de cette évangélisation renouvelée va bien au-delà des frontières de l'Amérique latine: un groupe de théologiens européens le rappelait à l'occasion de la Pentecôte 1978,

A Medellin, une voix puissante s'est fait entendre même des théologiens d'Europe: annoncer l'Evangile, ce n'est pas seulement réfléchir sur le dogme ou inviter à peupler les églises, mais aussi lutter pour la libération des peuples asservis sous tant de jougs... (6)

### Medellin

Le théologien salvadorien Ignacio Ellacuría distingue, pour sa part, sept points majeurs (7) de l'apport de Medellin à la réflexion et à l'agir chrétiens.

2. Sur la pensée de Gustavo Gutierrez et sur les implications politiques de la théologie de la libération, la documentation est extrêmement abondante; signalons au moins les articles de Guy Ménard dans les livraisons de septembre et d'octobre 1975 de *Relations*. (pp. 240-243; 270-275). Sur le mouvement des Chrétiens pour le socialisme et la rencontre de Québec, voir l'article d'Yves Vaillancourt, *Relations*, juin 1975, pp. 174-179. Enfin, signalons l'interview accordée par Juan Luis Segundo à l'équipe de *Relations* et publiée en trois tranches dans les numéros de mai à juillet 1976.

3. Le premier de ces regroupements, le mouvement de la Golconda (du nom d'un petit village colombien) apparaît à l'été de 1968: dès la seconde rencontre (décembre 1969), une cinquantaine de prêtres signent le manifeste du groupe. Depuis, des mouvements semblables sont apparus dans presque tous les pays d'A.L., les plus importants sont sans doute les Prêtres pour le Tiers Monde (Argentine), les Prêtres pour le Peuple (Mexique) et l'Office National d'Information (Pérou).

4. Ces chiffres sont cités par *L'Osservatore Romano* (23 avril 1978, p. 4) à l'occasion du Congrès des communautés de base d'A.L. qui s'est tenu le printemps dernier à Santiago du Chili. Seulement au Chili, il faudrait compter pas

— a) Reconnaissance de la dimension historique du salut. Le salut chrétien ne se réduit pas à l'intériorité personnelle et à la vie éternelle: il intéresse l'homme tout entier et doit se réaliser efficacement dans la structure objective de l'histoire.

— b) On ne peut parler de salut sans reconnaître, au départ, la situation de péché qui est le contexte historique de la vie des hommes. Puisque le salut est pour une part libération du péché, il impliquera la disparition réelle de ce péché.

— c) Comme le salut, le péché a une dimension historique: il n'affecte pas seulement les consciences et les individus mais tout autant les peuples et les structures sociales. En Amérique latine, ce péché prend la forme générale de l'oppression, oppression variée dans ses manifestations mais fondée sur des structures d'oppression; le salut, divers lui aussi en ses manifestations, devra donc atteindre également les structures.

— d) L'Eglise se conçoit de plus en plus comme l'Eglise des pauvres: non pas tant qu'elle veuille faire davantage pour guérir leurs blessures mais en ce sens que les pauvres deviennent de plus en plus le noyau actif de l'Eglise. Elle se transformera en fonction des besoins des pauvres dans leur lutte historique, puisque les pauvres sont d'abord les "dépossédés", ceux qui sont privés de leurs biens par les oppresseurs.

— e) Au lieu de se centrer sur elle-même, l'Eglise, comme Jésus, se consacrera à l'annonce et à la réalisation du Règne de Dieu. Sa contribution à la lutte pour la libération sera précisé-

moins de 4,000 communautés de base chrétiennes.

5. "Until 1968 the Roman Catholic bishops of Latin America were seen by many as friends of the rich, supporters of the status quo and allies of oppressive regimes." *Time Magazine*, 8 mai 1978, p. 80. Segundo Galilea explique le changement d'"image" survenu depuis Medellin (voir l'encadré sur LEUR EGLISE).

6. *A nos frères d'Europe et à ceux d'Amérique latine*, message de 67 théologiens catholiques, protestants et orthodoxes de divers pays d'Europe, rendu public le jour de Pentecôte 1978: le texte dénonce la répression qui s'est abattue sur les chrétiens qui ont accueilli l'esprit de Medellin et pose quelques questions à la foi confortable des chrétiens "du nord". On trouvera le texte dans *La Documentation catholique* No 1745 (2 juillet 1978), p. 645.

7. "Entre Medellin y Puebla", *Estudios centro-americanos* No 353 (mars 1978), pp. 120-129. Nous reprenons exactement l'analyse de l'auteur.

8. *La evangelización en el presente y en el futuro de América Latina*, Documento de consulta a las conferencias episcopales. Publié par le Conseil épiscopal latino-américain en vue de la IIIe Conférence générale de l'épiscopat latino-américain.

ment cela, le Règne de Dieu tel qu'il nous est révélé par la tradition chrétienne.

— f) Une telle conversion entraînera l'Eglise dans des conflits ouverts avec les représentants du péché et les oppresseurs des pauvres. Pour tous, du simple catéchiste à l'évêque, le martyre et la persécution deviennent un risque probable dès qu'on s'engage en faveur de la libération. Ces martyrs ne revendiquent pas les "droits de l'Eglise" mais ceux des pauvres en qui Jésus souffre la faim et la persécution. En conséquence, le peuple opprimé "reconnaît" l'Eglise, puisqu'elle n'est plus l'Eglise des autres mais la sienne.

— g) Dans ce contexte on peut parler de "retrouvailles": l'Eglise a renoué avec sa mission en inventant de nouvelles façons de l'accomplir. Les communautés de base, la réflexion théologique, les nouveaux ministères sont des signes: le souffle de l'Esprit créateur suscite un nouveau vigoureux.

### Une urgence accrue

La situation d'injustice dénoncée par la Conférence de Medellin s'est encore aggravée au cours de la dernière décennie.

Le *Document de consultation* (8) soumis cette année aux conférences épiscopales (voir l'encadré PUEBLA: OU? QUAND? COMMENT?) s'ouvre sur une analyse importante de la situation politique et socio-économique de l'Amérique latine. Ces "éléments pour un diagnostic de la réalité latino-américaine" s'étendent sur près de trois cents paragraphes et constituent un précédent dans un document officiel de l'Eglise: quand a-t-on pris la peine de rassembler autant de données précises et d'enregistrer les conclusions des spécialistes des sciences sociales?

Sur les 320 millions d'habitants de l'A.L. on estime que 100 millions vivent dans une condition d'extrême pauvreté; dans les six pays les plus développés (Argentine, Brésil, Mexique, Colombie, Pérou et Chili), 26% de la population (52,7 millions de personnes) ont un revenu annuel moyen de moins de \$75 U.S. (No 143).

Certes, le Produit National Brut a généralement augmenté en chiffres absolus (ce n'est pourtant pas le cas du Chili où, de 1973 à 1976, on a enregistré une diminution du P.N.B. de 4,5%); mais "en général, le progrès économique et l'accroissement du bien-être ont profité à de petites minorités... le système actuel s'avérant incapable de résoudre des inégalités sociales abrutissantes" (No 161).

L'exode rural a créé des ceintures de pauvreté suffocantes autour de mégapoles déjà surpeuplées (la ville de Mexico compte près de 13 millions d'habitants!). L'inflation et le chômage élargissent le fossé entre la classe possédante et la masse démunie. Même s'il existe dans le monde des pays où la pénurie soit plus sévère encore, c'est en Amérique latine que l'écart est le plus marqué entre le revenu des classes supérieures et celui des défavorisés (No 243). C'est ainsi que tandis que pour l'ensemble de la population le revenu annuel moyen avait augmenté de \$100 au cours des années '60, pour le groupe particulier des 20% de la population qui se trouve au bas de l'échelle économique, l'augmentation moyenne ne fut en fait que de deux dollars (No 291).

Le document cite même quelques causes de cette situation inacceptable. Pour le lecteur nord-américain, la plus inquiétante est sans doute le style de vie absurde de la société de consommation, le gaspillage organisé qui prévaut dans les pays riches et qui s'appuie sur l'exploitation systématique des ressources naturelles des "pays producteurs" par les entreprises multinationales.

Dans de nombreux pays d'Amérique latine, l'exportation d'un seul "produit de base" représente plus de 50% de la production nationale (le sucre à Cuba, le café en Colombie, etc.), ce qui rend leur économie dangereusement vulnérable à la spéculation et aux "pressions du marché" (L'exemple du cuivre chilien est éloquent). L'évasion fiscale, la fuite des capitaux, la corruption de l'administration, la course aux armements aggravent encore ce déséquilibre. Et pourtant, fait observer le Document,

"Dans la plupart de nos pays, on pourrait trouver sur place de quoi satisfaire aux besoins essentiels de toute la population, à condition d'éliminer les privilèges illégitimes et d'appliquer les politiques nécessaires." Il est clair, par conséquent, que ces injustices ne sont pas fatales mais "structurelles": elles résultent "des lois, des structures et des coutumes établies. Elles ont leurs racines dans le cœur des hommes qui s'en font les complices en cédant à une cupidité effrénée et en s'opposant aux changements qui s'imposent". (No 161)

9. L'exhortation apostolique sur "l'évangélisation dans le monde moderne", publiée par Paul VI, le 8 décembre 1975, à l'occasion du dixième anniversaire de la clôture du concile Vatican II, est née des délibérations de la IIIe assemblée du Synode des évêques de 1974.

## LEUR ÉGLISE

par Segundo Galilea

On trouve aujourd'hui chez les travailleurs un sentiment largement répandu, celui que l'Eglise est de "leur bord"; pour un catholique, le fait est d'autant plus étrange que cette opinion prend l'allure d'une découverte, d'une nouveauté. On peut se demander pourquoi cette découverte ne se fait qu'aujourd'hui puisqu'après tout l'Eglise a toujours voulu être au service des plus faibles et des plus délaissés, dès l'époque de la Conquête (espagnole). La défense des indigènes à l'origine, le service des écoles et des hôpitaux, oeuvres d'authentique charité, à l'époque coloniale et depuis l'Indépendance jusqu'à aujourd'hui. Malgré les erreurs et les omissions, l'histoire contredit globalement le reproche fait à l'Eglise de "n'avoir pas été avec les pauvres".

Reste pourtant le fait troublant que tout cela n'ait pas été perçu par les travailleurs, au moins dans la tradition des cent dernières années. Par conséquent, ce qu'ils vivent aujourd'hui leur paraît "nouveau", le signe d'une "conversion" de l'Eglise officielle.

Les explications qu'on propose le plus souvent pour atténuer ce paradoxe sont un peu courtes. Certes, les catholiques (latino-) américains ont tardé à réagir aux problèmes sociaux suscités par le capitalisme et les abus du pouvoir, et, par suite, leur souci des travailleurs, si sincère qu'il ait pu être, n'a guère répondu à ce qu'eux attendaient. On n'a pas tenu compte du caractère structurel des injustices sociales qu'on déplorait, ni de la situation conflictuelle qu'elles entraînaient nécessairement; on ne pouvait donc pas accepter les nouvelles formes de solidarité qu'exigeait la cause des opprimés.

Ces explications restent insuffisantes parce qu'elles supposent un raisonnement et un mode de réflexion qui sont étrangers aux masses populaires. Celles-ci réagissent aux faits qui appartiennent à leur expérience quotidienne. Et ce qu'elles expérimentent maintenant de neuf, c'est que l'Eglise a commencé de se solidariser avec elles en acceptant de courir des risques et de payer le prix de l'affrontement et de la persécution. Ce qui frappe les travailleurs, ce n'est pas l'aide que l'Eglise investit en faveur des faibles, c'est que les hommes d'Eglise souffrent à cause d'eux. Ce n'est pas d'abord le secours qu'on offre à ceux qui vivent dans une extrême insécurité, c'est l'insécurité que l'Eglise accepte de vivre elle-même par suite de cet engagement solidaire; voilà ce qui fait sentir aux pauvres que l'Eglise est "LEUR" Eglise et leur espérance.

L'Eglise qui naît aujourd'hui ressemble à celle en qui les indigènes de l'époque de la Conquête ont reconnu leur défenseur. Et sa condition redevient la même: d'une certaine manière, des évêques et des prêtres "perdent leur vie". Ils risquent l'ostracisme et la persécution. Cela, les pauvres le sentent. L'Eglise devient pour eux libératrice comme l'est devenu le Christ qu'ils connaissent le mieux, celui du Vendredi-Saint.

Ces quelques lignes forment le premier paragraphe d'un article intitulé "Estado, Iglesia y Pueblo en América Latina" publié dans la revue espagnole *Mensaje-Iberoamericano*, No 151 (mai 1978), pp. 14-17.

## Oui, mais...

Les causes de la situation d'oppression ne sont pas hors d'atteinte, les choses peuvent changer. Medellín avait expliqué qu'annoncer l'évangile dans un pareil contexte, c'est d'abord entrer dans la lutte aux côtés des plus pauvres pour provoquer le changement.

Le *Document de consultation* ne va pas tout à fait dans le même sens. Pour lui, il convient d'"approfondir" l'attitude de Medellín à la lumière de l'exhortation *Evangelii Nuntiandi* (9): en allant au fond des problèmes sociaux et économiques, on toucherait la question cruciale du rapport entre culture et évangélisation. Il convient que l'Eglise mette désormais l'accent sur l'évangélisation: la proclamation du message chrétien répondra à la sécularisation et à la vision marxiste de la société qui menacent la culture latino-américaine en cette phase d'urbanisation et d'industrialisation accélérées.

En clair, il s'agit d'un sérieux coup de frein, sinon d'un changement de cap: moins de politique, plus de catéchèse. Toute la question est de savoir ce qu'évangéliser veut dire: parler du Royaume ou travailler à le construire, parler aux pauvres ou vivre à leurs côtés, parler de la justice ou lutter contre l'injustice.

Les chrétiens d'Amérique latine ne s'y sont pas trompés: un peu partout, on a dénoncé le Document comme une manœuvre pour discréditer la théologie de la libération et pour tempérer le radicalisme de Medellín. La consultation menée au cours de l'année a suscité un orage de critiques; la réaction la plus spectaculaire est sans doute le rejet pur et simple du Document de la part de la conférence épiscopale du Brésil, qui représente près du tiers des évêques du continent.

Pourquoi, alors, ce coup de barre à droite?

Il est sûr que de nombreux évêques et supérieurs religieux s'inquiètent de la place faite à la "grille marxiste" par les communautés de base et les théologiens de la libération: problème d'orthodoxie, pour une part, mais aussi problème pastoral de la division et de l'opposition des chrétiens en fonction de leurs options politiques.

Car il faudrait être bien naïf pour croire que l'enjeu de ce débat soit purement doctrinal.

Depuis dix ans, les régimes militaires se sont imposés dans tous les pays du sous-continent, à l'exception de la Colombie, du Mexique et du Venezuela. On pense bien que les nouveaux maîtres n'allaient pas se montrer tendres à l'égard des "prêtres marxistes"; si on s'engage dans une campagne d'alphabétisation, si on cherche à savoir ce qui est arrivé à une "personne disparue", si on appuie les revendications des paysans centre-américains, il est clair, qu'on ne peut être que "marxiste". Plus de 800 de ces "prêtres marxistes" ont été emprisonnés, torturés, expulsés ou même exécutés depuis 1968.

Pour la diplomatie vaticane et pour une Eglise habituée depuis plus d'un siècle à la paix concordataire, le martyre et la persécution semblent l'opposé d'une politique viable, surtout quand on se trouve en face de gouvernants qui font assaut d'anti-communisme et proclament leur attachement à la civilisation de la "cristiandad".

Dans le même temps, les partisans de la prudence, de l'évangélisation "spirituelle", de l'anti-sécularisme et de l'anti-communisme pouvaient compter sur de solides appuis à l'étranger.

En novembre dernier, une soixantaine de théologiens allemands, parmi les plus prestigieux, dénonçaient les responsables d'ADVENIAT, l'organisme de charité des évêques ouest-allemands: sous l'influence de son président, Mgr Hensbach, évêque d'Essen, Adveniat soutenait richement les adversaires de la théologie de la libération.

Nous ne pouvons accepter tranquillement que l'église allemande, encore une fois, encoure le reproche d'être du côté des puissants et d'ignorer — consciemment ou inconsciemment — le comportement inhumain de dictateurs qui se proclament chrétiens ou de le justifier sous prétexte de stratégie. (10)

Parmi les adversaires déclarés de la théologie de la libération soutenus par Adveniat, le *Mémorandum* des théologiens allemands nommait expressément l'équipe du *Centre d'études sur le*

*développement et l'intégration en Amérique latine* de Bogota (dirigée par Roger Vekemans) et Mgr Alfonso Lopez Trujillo, secrétaire du CELAM, nommé en mai dernier évêque coadjuteur avec droit de succession de l'archidiocèse de... Medellín!

On ne s'étonnera pas de constater que l'équipe de spécialistes chargée par le secrétariat du CELAM de rédiger le *Document de consultation* ne compte aucun théologien de la libération; on sait que Gustavo Gutierrez avait joué un rôle déterminant dans la préparation de la Conférence de Medellín; cette fois, la partie théologique du Document préparatoire a été confiée au P. Bonaventura Kloppenburg, critique assez violent des vues de Gutierrez...

Ce sont ces jeux de coulisses, autant que la teneur d'un Document dont la teneur surprend finalement assez peu les observateurs de l'étranger (11), qui a provoqué la réaction massive de la base et de nombreuses conférences épiscopales.

## Puebla, Qué.

Puebla, on le voit, ne pourra pas se contenter d'être une paisible réunion de dignitaires ecclésiastiques. Il s'agira, en fait, de prendre position sur l'option de Medellín; l'Eglise continuera-t-elle de se transformer pour redevenir ce qu'elle fut à ses origines, l'Eglise des pauvres? Ou bien se repliera-t-elle sur une position de "neutralité" complice, en mettant l'accent sur une évangélisation doctrinale et sacramentaliste?

Est-il besoin de souligner combien le problème qui fait le fond de la question, et qui est bien celui de savoir ce qu'implique aujourd'hui le témoignage chrétien, n'intéresse pas seulement l'Eglise latino-américaine. A Medellín, un cri prophétique a été lancé; depuis dix ans, des milliers de chrétiens ont fait de leur foi un geste de charité concret et héroïque, une source d'espérance pour leur milieu mais aussi pour tous les chrétiens qui veulent retrouver le sens de leur adhésion à l'Évangile.

Pour l'Eglise du Québec, Puebla est un événement important: le problème de l'engagement socio-politique du croyant s'impose à nous aussi, les questions que soulève le recours à l'analyse marxiste inquiètent l'épiscopat (12), le scandale de l'injustice et de la pauvreté nous interpelle de plus en plus vivement (13).

A Puebla, l'espérance menacée est aussi la nôtre.

# Paul VI et le collège des évêques

## UNE DOCTRINE-UNE POLITIQUE

par Jacques Chênevert

Paul VI a eu un pontificat relativement long. Il a eu à mener à terme un concile oecuménique et à en mettre à exécution les conclusions. Or, presque à l'instar du concile de Trente qui ouvrait l'ère de la Contre-Réforme catholique, le deuxième concile du Vatican, qui a marqué la fin de la Contre-Réforme et de sa mentalité, a touché presque tous les points névralgiques de la vie de l'Eglise: sa constitution, sa liturgie, sa mission, ses ministères, ses communautés de vie religieuse, ses rapports avec les autres Eglises chrétiennes, les autres autres religions et, de façon générale, avec l'ensemble de la société contemporaine, dans ses divers domaines. Enfin, on a souligné à maintes reprises, dans les bilans du pontificat de Paul VI, l'ampleur de la crise culturelle et sociale avec laquelle il avait coïncidé.

Tout cela laisse soupçonner quelle énorme tâche ce pape a dû assumer et, surtout, de quelle complexité était celle-ci. Ce fait indéniable justifierait, à lui seul, l'indulgence et la sympathie qui ont caractérisé, somme toute, les premières évaluations auxquelles l'oeuvre de Paul VI ont donné lieu jusqu'ici. Mais ce même fait oblige aussi ceux qui tentent de comprendre et d'apprécier cette oeuvre à se limiter à certains secteurs, à certaines tranches, comptant que les auteurs se compléteront les uns les autres.

Pour ma part, je choisirai de faire quelques réflexions sur l'oeuvre de Paul VI par rapport au rétablissement de la collégialité épiscopale, dans le gouvernement de l'Eglise catholique romaine.

## Un collège à rétablir

Sur ce point, Vatican II avait proclamé un enseignement clair: les évêques constituent un collège, dont le chef est l'évêque de Rome, et ce collège, sans préjudice de la primauté romaine définie un siècle plus tôt, est aussi "le sujet du suprême et plein pouvoir sur toute l'Eglise" (LG, 22). Comment ce collège peut-il exercer effectivement son pouvoir, en

dehors d'un concile oecuménique, rare et de soi temporaire? Vatican II ne répondait pas à cette question.

Par contre, un tel enseignement, dogmatiquement enraciné dans la tradition scripturaire et dans la pratique de l'Eglise ancienne, mettait de fait un frein à un long mouvement de près de dix siècles, qui avait peu à peu consolidé la centralisation du pouvoir ecclésiastique dans les mains du pape et de sa curie, qui en avait façonné les institutions les plus caractéristiques et les plus puissantes, qui avait aussi affaibli en proportion le pouvoir des évêques locaux et habitué ceux-ci à l'exercice d'une responsabilité diminuée, continuellement et de plus en plus volontairement soumise aux directives et aux approbations romaines. De part et d'autre, à Rome comme à la périphérie de l'Eglise, une mentalité et une manière de faire s'étaient longuement développées, au point de devenir elles-mêmes aussi profondes, aussi fortes et aussi difficilement transformables que les institutions juridiques complexes qui les entretenaient.

Rétablir le collège épiscopal dans ses droits, c'était donc toucher en son point le plus vital cet ordre constitutionnel particulier que l'essor de la papauté en Occident avait permis d'ériger, dans une Eglise latine coupée de l'Eglise orthodoxe gréco-orientale, puis des Eglises évangéliques issues de la Réforme protestante. Les Canadiens, les Québécois en particulier, savent bien quel poids immobilise soudain une constitution, dès qu'on avise de la faire bouger!

## Le synode des évêques

A l'époque de Vatican II existaient déjà, dans certains pays, quelques conférences épiscopales. C'était une forme de collégialité relative, capable de favoriser, du moins à l'échelon national, le développement d'une pratique collégiale et d'un esprit. Le concile devait inciter tous les épiscopats nationaux à se regrouper dans de telles conférences.

Mais au niveau supérieur du gouvernement universel de l'Eglise, aucun organisme ne permettait à l'ensemble du collège épiscopal d'exercer son pouvoir. Ni le collège des cardinaux, ni la curie romaine ne pouvaient évidemment constituer un tel organisme.

Pour répondre à ce besoin, Paul VI annonça, au début de la dernière session du concile en septembre 1965, l'institution d'un synode d'évêques. Par la suite, il devait le convoquer cinq fois, à l'automne des années 1967, 1969, 1971, 1974 et 1977. La majorité des membres du synode est constituée d'évêques résidentiels du monde entier, élus et délégués pour chaque assemblée générale par les diverses conférences épiscopales. La matière à l'ordre du jour de chaque assemblée est discutée d'abord au sein des conférences épiscopales. Le synode d'évêques est donc solidement appuyé sur les conférences épiscopales de chaque pays et, par conséquent, sur les Eglises locales qu'y représentent les évêques. La qualité des assemblées synodales dépend, en grande partie, de la qualité des conférences épiscopales: valeur de leurs membres, valeur de leurs travaux préparatoires, valeur du lien ecclésial de chaque évêque avec les membres de sa propre église et des évêques entre eux.

## Paul VI est-il allé assez loin?

A bon droit, on a fait deux reproches majeurs aux règles, établies par Paul VI, qui régissent actuellement les assemblées du synode d'évêques: 1- même après l'assouplissement donné à la règle initiale, l'ordre du jour des assemblées demeure sous le contrôle déterminant de Rome; 2- le synode est réduit à une simple fonction consultative, sans pouvoir délibératif. C'est en fait un conseil spécial dont le pape s'entoure et qui reste à sa discrétion. Le synode d'évêques n'est donc pas encore un organe d'exercice entier du pouvoir suprême et plénier sur toute l'Eglise, reconnu par Vatican II au collège des évêques.

On s'est demandé pourquoi Paul VI n'était pas allé plus loin. Était-il, oui ou non, franchement disposé à reconnaître jusqu'au bout les droits du collège épiscopal dans le gouvernement de l'Eglise universelle? Était-il au contraire à tel point convaincu de l'importance unique de la primauté pontificale, dans la direction pastorale de l'Eglise, qu'il eût vu dans l'implantation d'un gouvernement collégial réel une menace à l'exercice de son propre charisme et, finalement, un danger pour le bien de l'Eglise? Quelqu'un a dit de Paul VI qu'il était "obsédé" par le prestige de sa charge.

10. Mémorandum des théologiens de la République fédérale d'Allemagne sur la campagne menée contre la théologie de la libération. On trouve la traduction espagnole de ce document dans la livraison de mars 1978 (no 403) de la revue vénézuélienne *Sic*. (pp. 142-144).

11. On pourra se reporter à l'article de Peter Hebblethwaite paru dans *The National Catholic Reporter*, 21 avril 1978, p. 20.

12. Voir l'article d'Irénée Desrochers, "L'expansion du marxisme au Québec" à propos du dernier message annuel des évêques du Canada, *Relations* No 433 (janvier 1978) pp. 1, 19-23.

13. Le tout récent congrès de *L'Entraide Missionnaire* (8-10 septembre) a rassemblé près de 500 participants; on y a étudié le thème de "la Bonne Nouvelle aux pauvres". Dès notre prochain numéro, nous reviendrons sur les travaux de cette importante réunion.